

OPPOSONS NOUS AUX RAFLES ET AUX EXPULSIONS ICI ET MAINTENANT

Depuis de nombreuses années, l'Etat orchestre un battage médiatique au service de sa politique contre l'immigration. Suite aux révoltes au Maghreb et au Moyen-Orient, il augmente les contrôles aux frontières et les interpellations au faciès. La préfecture et ses chiens de garde ciblent les abords des associations d'aide aux sans-papiers, des administrations, des gares et galeries marchandes ...

À Strasbourg, ceux qui n'ont pas de papiers sont emprisonnés au Centre de Rétention Administratif de Geispolsheim puis expulsés le plus souvent depuis l'aéroport d'Entzheim. Cette traque, en plus d'ancrer chez certains la peur d'un retour forcé (synonyme parfois de torture, prison ou mort ; le plus souvent de misère), participe ici à banaliser le contrôle de l'Etat sur nos vies par le fichage au moyen des papiers d'identité.

Être sans papiers pousse à accepter des boulots dans la restauration, le bâtiment, le nettoyage et autres secteurs où l'exploitation est à son comble (salaires et conditions de merde). Les patrons sont friands d'une main-d'oeuvre corvéable à merci qui ferme sa gueule sous peine d'être dénoncée aux flics. Le capitalisme a besoin de l'immigration, légale ou non.

L'enfermement, la gestion et les expulsions des sans-papiers sont un marché juteux que se disputent les charognards tels Vinci, Eiffage, Bouygues, Air France, Accor, la Croix Rouge, Sodexho, etc, au moyen de contrats passé avec l'Etat.

À Geispolsheim, l'Alsacienne de Restauration et Véolia se font leur beurre sur le cantinage et le nettoyage. Dans la même logique de profit mais sous couvert de bonne conscience humanitaire, l'Ordre de Malte y cogère l'enfermement et collabore à la répression en réduisant la vie à des dossiers administratifs.

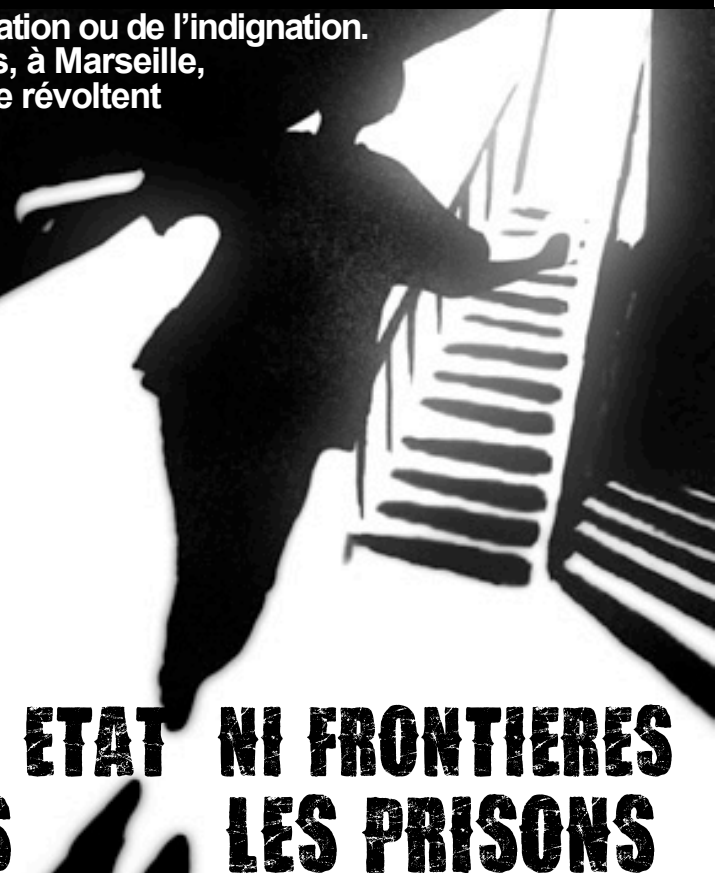
Menant la bataille juridique de la régularisation, des associations telles que RESF trient les bons et les mauvais sans papiers sur des critères d'intégration. Ils créent ainsi la séparation entre ceux qui «mériteraient» de vivre ici et les autres, là où il pourrait y avoir de la solidarité et des luttes hors du moule legaliste et citoyeniste.

Mais certains n'ont pas choisi la voie de la résignation ou de l'indignation.

Dans de nombreux centres de rétention (à Paris, à Marseille, en Italie, en Belgique et ailleurs), des détenus se révoltent et s'évadent à coup d'incendies, d'émeutes, sans concession avec l'Etat et ses flics.

Contre les centres de rétention, de multiples étincelles de rage ont surgi en solidarité, et surgissent encore.

Que chacun déploie ses forces
contre les rafles, les CRA,
les expulsions, et
contre tous ceux
à qui cela
profite.



**POUR UN MONDE SANS ETAT NI FRONTIERES
DETRUISONS TOUTES LES PRISONS**